

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1459^e réunion (DH) – 7-9 mars 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Sharxhi et autres</i>	Lien	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux droits de propriété .	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Gafgaz Mammadov</i> (groupe)	Lien	14/03/2016	Dispersion de manifestations et arrestation de manifestants.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou pour leur engagement politique et social actif, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Kulinski et Sabev</i> (groupe) <i>Anatoliy Marinov</i>	Lien	21/10/2016	Interdiction constitutionnelle de voter frappant automatiquement et de manière indifférenciée les détenus et une personne sous tutelle partielle.	Lien	Lien
		Lien	15/05/2022		Lien	Lien
BULGARIE	<i>S.Z.</i> (groupe) <i>Kolevi</i>	Lien	03/06/2015	Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales en Bulgarie au regard de dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des individus privés et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.	Lien	Lien
		Lien	05/02/2010			
BULGARIE	<i>Stanev</i> (groupe)	Lien	17/01/2012	Illégalité du placement en foyers d'hébergement social de personnes souffrant de troubles mentaux ; absence de recours judiciaire et mauvaises conditions de vie ; impossibilité pour des personnes partiellement privées de leur capacité juridique d'en demander le rétablissement devant un tribunal.	Lien	Lien
FINLANDE	<i>X</i>	Lien	30/05/2020	Mauvaises conditions de détention (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	Lien	Lien
FRANCE	<i>M.A.</i>	Lien	02/07/2018	Expulsion vers l'Algérie en présence d'un risque réel et sérieux de mauvais traitements (<i>M.A.</i>) and défaut de se conformer à une mesure provisoire de la Cour (affaires <i>M.A.</i> et <i>A.S.</i>)	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales pour maintenir en détention provisoire le requérant, ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Beka Koulocheri</i> (groupe)	Lien	06/10/2006	Non-respect par les autorités des décisions de justice internes et absence de recours effectif.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Baka</i>	Lien	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression .	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Szabó et Vissy</i>	Lien	23/06/2016	Garanties insuffisantes contre les abus dans la législation en matière de surveillance secrète.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Marcello Viola (n° 2)</i>	Lien	07/10/2019	Libération conditionnelle subordonnée à la collaboration avec la police pour un condamné à la réclusion à perpétuité , infligée en tant que chef d'une organisation criminelle de type mafieux.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Manole et autres</i>	Lien	17/12/2009	Violation du droit à la liberté d'expression en raison de la censure et du contrôle politique par les autorités de l'État de la Société publique de télévision, Teleradio-Moldova.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>M.K. et autres</i>	Lien	14/12/2020	Refus des garde-frontières de recevoir une demande d'asile et renvoi sommaire vers un pays tiers avec un risque de refoulement et de mauvais traitements dans le pays d'origine. Expulsion collective d'étrangers dans le cadre d'une politique étatique plus large de refus d'entrée aux étrangers en provenance du Bélarus. Absence de recours effectif avec effet suspensif. Non-respect des mesures provisoires en vertu de l'article 39 du Règlement de la Cour.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1459^e réunion (DH) – 7-9 mars 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i> <i>Bragadireanu</i> (groupe)	Lien Lien	25/07/2017 06/03/2008	Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Săcăleanu</i> (groupe)	Lien	06/12/2005	Manquement ou retard substantiel dans l'exécution de décisions judiciaires internes définitives contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Nedescu</i>	Lien	16/04/2018	Impossibilité pour les requérants de récupérer des embryons cryogénisés , saisis dans le cadre d'une procédure pénale contre un tiers en l'absence de disposition claire sur la procédure à suivre.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Georgia (II)</i>	Lien	21/01/2021	Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Lashmankin et autres</i> (groupe)	Lien	29/05/2017	Diverses violations liées principalement au droit de rassemblement pacifique (réactions aux notifications de rassemblements planifiés, réactions aux rassemblements pacifiques, détention illégale).	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i>	Lien	04/07/2016	Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Vladimir Kharitonov</i> (groupe)	Lien	16/11/2020	Violation de la liberté d'expression des requérants en raison de différents types de mesures de blocage de leurs sites internet.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	<i>R.R. et R.D.</i> (groupe)	Lien	01/12/2020	Usage excessif de la force lors d'une opération de police menée dans une rue abritant une communauté rom (<i>R.R. et R.D.</i>). Enquêtes inefficaces.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Öner et Türk</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe) <i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe) <i>Artun et Güvener</i> (groupe) <i>Işikirik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien Lien	30/06/2015 08/10/2014 25/01/2012 26/09/2007 09/04/2018	Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression , notamment en raison des condamnations pénales, y compris en matière de diffamation, et de l'effet dissuasif en résultant.	Lien Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Oya Ataman</i> (groupe)	Lien	05/03/2007	Violation du droit à la liberté de réunion , mauvais traitement des requérants en raison de la force excessive utilisée pendant des manifestations.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Tymoshenko</i> <i>Lutsenko</i>	Lien Lien	30/07/2013 19/11/2012	Restrictions à la liberté également pour des raisons autres que celles autorisées par l'article 5.	Lien Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1459^e réunion (DH) – 7-9 mars 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
UKRAINE	<i>Ignatov</i> (groupe) <i>Korneykova</i> <i>Chanyev</i>	Lien Lien Lien	15/03/2017 19/04/2012 09/01/2015	Arrestations illégales, détentions provisoires illégales et prolongées.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Petukhov (n° 2)</i>	Lien	09/09/2019	Peine d'emprisonnement à perpétuité incompressible et absence de soins médicaux appropriés en détention.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Veniamin Tymoshenko et autres</i>	Lien	02/01/2015	Interdiction illégale d'une grève.	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Lien